



## Décision individuelle N°2019-419

**Pétitionnaire :** HELICOPTERES DE FRANCE

**Adresse :** Base de Carros BP656 - 06517 CARROS

**Nature de la demande :** survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de parc national

**Intitulé du projet :** Opération de nettoyage évacuation de big bags de barbelés

**Localisation :** Plan Tendasque (commune de Tende)

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** la décision n°2016-01 du 1<sup>er</sup> janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 19 septembre 2019 par le service territorial de la Roya-Bévéra du Parc national du Mercantour,

**Considérant** que la demande de survol est liée à une opération de nettoyage de barbelés,

**Considérant** que ce survol aura lieu le même jour que celui nécessaire à l'approvisionnement des refuges du Club Alpin Français des Alpes-maritimes,

### DÉCIDE

#### Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

La société HÉLICOPTÈRES DE FRANCE, représenté par Monsieur RINGOT Benoît, pilote et chef de base, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur de Parc national du Mercantour, dans l'objectif d'évacuer des big-bags de barbelés.

#### Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

## 2.1 Éléments d'identification

nom du pilote : RINGOT Benoît Vincent  
type d'appareil : hélicoptère Ecureuil AS-350-B3  
n° de l'appareil : F-GIZG

2.2. Les survols seront effectués en accord avec le chef du service territorial Roya-Bévéra.

Le survol des « zones sensibles », telles que figurées au plan de vol annexé, est interdit dans la zone cœur de Parc national en-dehors de l'itinéraire autorisé.

L'appareil devra rester dans l'axe de la vallée, en privilégiant la plus basse altitude possible au regard de la sécurité du transport, sans déport sur les versants.

2.3. Le nombre total de rotations autorisé ne devra pas excéder 3 rotations.

## Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour 21 septembre 2019

En cas de conditions météorologiques défavorables, le report de l'opération est autorisé sous réserve d'en informer le service territorial concerné, 24h00 à l'avance par courriel ou contact direct.

### Contacts :

- service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00

chef de S.T - COLLENOT Aurélien ([aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr](mailto:aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr))

adjoint - CHAPELUT Florent ([florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr](mailto:florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr))

## Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

### Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 20 septembre 2019

Le directeur-adjoint  
du Parc national du Mercantour



Laurent SCHEYER

Copie :

- service territorial Roya-Bévéra

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.